

Unité départementale d'Ille et Vilaine  
L'Armorique  
10, rue Maurice Fabre  
CS 96515  
35065 Rennes

Rennes, le 01/02/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 30/01/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ORLO**

27 rue La Fontaine  
ZA La Perriere BP122  
35340 Liffré

Références : UD35/2024-100  
Code AIOT : 0005514525

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/01/2024 dans l'établissement ORLO implanté 27 rue La Fontaine ZA La Perriere BP122 35340 Liffré. L'inspection a été annoncée le 14/12/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite intervient dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle. Elle porte principalement sur les suites de l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 13 décembre 2012 et la mise en œuvre d'un bassin de rétention pour les eaux susceptibles d'être polluées. La régularisation du site s'est avérée particulièrement longue du fait du besoin de l'exploitant d'acquérir des parcelles limitrophes nécessaires à l'implantation du bassin. La procédure de vente des terrains de la mairie de Liffré à la société Orlo puis les différentes procédures administratives : permis de construire, procédures au titre de la loi sur l'eau et ICPE expliquent en partie la durée nécessaire à la régularisation. L'exploitant a régulièrement tenu l'inspection des installations classées informée de l'avancement des diverses procédures.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ORLO
- 27 rue La Fontaine ZA La Perriere BP122 35340 Liffré
- Code AIOT : 0005514525
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement fabrique des panneaux de bois destinés aux clôtures et matériaux de construction.

Les activités développées sur le site portent sur le travail du bois (découpe scierie...), la peinture et le stockage qui sont classées sous le régime de l'enregistrement pour la rubrique 2410 et de la déclaration pour les rubriques 2940 et 1532 de la nomenclature des installations classées. L'exploitation est régie par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 6 mars 2007.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Suites de mise en demeure concernant le bassin de rétention des eaux susceptibles d'être polluées
- Plan des réseaux
- Risques accidentels : moyens de prévention et de protection contre l'incendie, contrôles périodiques...

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement,

des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;

- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                      | Référence réglementaire                         | Autre information |
|----|--------------------------------------------------------|-------------------------------------------------|-------------------|
| 1  | Situation administrative                               | Arrêté Préfectoral du 06/03/2007, article 1.2.1 | Sans objet        |
| 2  | Plan des installations                                 | Arrêté Préfectoral du 06/03/2007, article 4.2.2 | Sans objet        |
| 3  | Etat des stocks                                        | Arrêté Préfectoral du 06/03/2007, article 7.2.2 | Sans objet        |
| 4  | Fiches de données sécurité                             | Arrêté Préfectoral du 06/03/2007, article 7.2.1 | Sans objet        |
| 5  | Dimensionnement du bassin de confinement               | Arrêté Préfectoral du 06/03/2007, article 1.3   | Sans objet        |
| 6  | Mise en demeure de disposer d'un Bassin de confinement | Arrêté Préfectoral du 13/12/2012, article 1     | Sans objet        |
| 7  | Isolement des eaux d'extinction incendie               | Arrêté Préfectoral du 06/03/2007, article 7.5.9 | Sans objet        |
| 8  | Consigne vérification bassin                           | Arrêté Préfectoral du 06/03/2007, article 7.5.1 | Sans objet        |
| 9  | Détection automatique d'incendie                       | Arrêté Préfectoral du 06/03/2007, article 7.6.3 | Sans objet        |
| 11 | Contrôle des installations électriques                 | Arrêté Préfectoral du 06/03/2007, article 7.3.3 | Sans objet        |

| N° | Point de contrôle                 | Référence réglementaire                         | Autre information |
|----|-----------------------------------|-------------------------------------------------|-------------------|
| 12 | Protection contre la foudre       | Arrêté Préfectoral du 06/03/2007, article 7.3.4 | Sans objet        |
| 13 | Vérification périodique           | Arrêté Préfectoral du 06/03/2007, article 7.4.2 | Sans objet        |
| 16 | Entretien des moyens de secours   | Arrêté Préfectoral du 06/03/2007, article 7.6.2 | Sans objet        |
| 17 | Moyens de lutte contre l'incendie | Arrêté Préfectoral du 06/03/2007, article 7.6.3 | Sans objet        |
| 19 | Rétention                         | Arrêté Préfectoral du 06/03/2007, article 7.5.3 | Sans objet        |
| 20 | Contrôle des eaux résiduaires     | Arrêté Préfectoral du 06/03/2007, article 9.1.1 | Sans objet        |
| 21 | Contrôle du bruit                 | Arrêté Préfectoral du 06/03/2007, article 6.1.4 | Sans objet        |

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                | Référence réglementaire                         | Autre information |
|----|----------------------------------|-------------------------------------------------|-------------------|
| 10 | Accès des secours                | Arrêté Préfectoral du 06/03/2007, article 7.3.2 | Sans objet        |
| 14 | Interdiction de feu              | Arrêté Préfectoral du 06/03/2007, article 7.4.3 | Sans objet        |
| 15 | Inventaire des moyens de secours | Arrêté Préfectoral du 06/03/2007, article 7.6.1 | Sans objet        |
| 18 | Protection contre la foudre      | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18    | Sans objet        |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a obtempéré aux injonctions préfectorales, en procédant à de multiples actions correctives. Si l'inspection a permis de constater que le bassin de rétention, jouant également un rôle de bassin d'orage, a bien été réalisé, qu'il est bien connecté aux réseaux du site et qu'il est équipé des dispositifs permettant le confinement du site, elle n'a pas permis d'apporter toutes les preuves quant au caractère étanche de ce dernier. Il appartient encore à l'exploitant de démontrer ce point ou de mettre en œuvre dans les règles de l'art un géotextile étanche en fond de bassin. La mise en demeure ne pourra être levée qu'à compter de cette démonstration. L'exploitant s'est engagé à cette mise en œuvre d'ici au 1<sup>er</sup> mai 2024.

De manière générale, l'inspection a permis de constater que le site est bien tenu, particulièrement propre le jour de la visite, qu'une politique d'assurance qualité est initiée se traduisant par le recrutement d'un responsable qualité environnement, par des investissements récents importants : armoires sur rétention pour le stockage des produits dangereux, remplacement récent du cyclofiltre, acquisition des parcelles limitrophes pour la mise en œuvre du bassin... Des axes d'amélioration restent nonobstant encore nécessaires pour se conformer strictement aux dispositions applicables, notamment en termes de formalisme et de traçabilité des actions. L'arrivée récente d'un responsable qualité au sein de la structure (conjointement avec le site WOODTRADE) s'inscrit dans cette logique et doit aboutir à termes à la mise en œuvre formelle du système qualité, des actions de traçabilité,

des procédures... Les signaux constatés en inspection sont encourageants et doivent permettre de confirmer rapidement la montée en puissance du site sur ces aspects. La transmission du porter-à-connaissance visée au point n°1 s'inscrit totalement dans cette logique.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Situation administrative

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/03/2007, article 1.2.1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Situation administrative                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tableau de classement :</p> <p>Etablissement autorisé au titre de la rubrique 2410</p> <p>Évolution de la nomenclature, par décrets 2017-1579 et 2017-1595 =&gt; Aujourd'hui la rubrique 2410 vise le régime de l'enregistrement pour une puissance supérieure à 250 kW</p> <p>1978-10 : Revêtement de surfaces en bois, lorsque la consommation de solvant (1) est supérieure à 15 t/an ? Or 2940 (D) : 60 kg solvants par jour (12 t/an) =&gt; quid de l'établissement ?</p> <p>1532 dorénavant : 1530 : 1200 m<sup>3</sup> =&gt; &gt; 1000 m<sup>3</sup> : D</p> <p>2910 : quid du combustible, nb d'émissaires ?</p> <p><b>Constats :</b></p> <p>L'établissement a réalisé de multiples modifications (suppression de la chaudière, mise en œuvre de peintures en phase aqueuse, nouveau séchoir à bois avec brûleur à gaz, installation de réfrigération mettant en œuvre du R32 (fluide frigorigène fluoré).</p> <p>Ces dernières n'ont pas affecté le classement des installations, qui n'a été modifié que par les évolutions de la nomenclature des ICPE. Il résulte que le site est désormais soumis au :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• régime de l'enregistrement pour la rubrique 2410 « atelier de travail du bois » pour une puissance maximale de 215 kW,</li> <li>• au régime de la déclaration pour les rubriques 1532 « stockage du bois » (état des stocks de 1 432,32 m<sup>3</sup> au 2 février 2024) et 2940 « application de vernis, peinture, apprêt, colle, enduit,... sur support quelconque ».</li> </ul> <p>Les installations ne sont pas concernées par la rubrique 1978-10 de la nomenclature du fait de l'utilisation de peintures non solvantées à base aqueuse.</p> <p>Les évolutions de classement n'ont pas fait l'objet de demande d'antériorité par l'exploitant au titre de l'article L. 513-1 du code de l'environnement : « <i>Les installations qui, après avoir été régulièrement mises en service, sont soumises, en vertu d'un décret relatif à la nomenclature des installations classées, à autorisation, à enregistrement ou à déclaration peuvent continuer à fonctionner sans cette autorisation, cet enregistrement ou cette déclaration, à la seule condition que l'exploitant se soit déjà fait connaître du préfet ou se fasse connaître de lui dans l'année suivant l'entrée en vigueur du décret</i> ».</p> <p>Par ailleurs, l'UD35 a récemment, dans le cadre de la procédure d'urbanisme, été destinataire d'une information de la mairie de Liffré sur un dépôt de permis de construire pour un projet de construction de nouveau bâtiment administratif. L'inspection lui a rappelé, par courriel du 06/11/2023, qu'un dossier devait également être déposé au titre de la législation ICPE, en parallèle de la procédure d'urbanisme (Cf. art. R. 181-46 du code environnement). La transmission du dossier</p> |

de demande de permis de construire ne constitue pas un porter-à-connaissance au sens de la réglementation des ICPE. Ce dernier doit comprendre une analyse des modifications et de leurs conséquences sur le classement ICPE des installations, les rejets aqueux, atmosphériques, les quantités de déchets, la consommation d'eau, l'étude de dangers, les moyens de lutte incendie, etc. Doivent également y être joints, entre-autres, des plans des installations modifiées, une analyse du respect des dispositions des arrêtés ministériels applicables et de votre arrêté préfectoral et tout élément que vous jugez utile à la bonne compréhension des modifications par des tiers. Tous ces éléments doivent vous permettre de conclure sur le caractère substantiel ou non des modifications apportées à vos installations.

Le courriel du 06/11/2023 revenait également sur les dispositions de la réglementation des ICPE, notamment constructives, qui pouvaient s'appliquer au projet de construction d'un bâtiment administratif à proximité des installations classées. Les dispositions constructives (distances d'éloignement ou mise en œuvre d'un mur coupe-feu) semblent avoir été prises en compte dans le cadre du projet.

**NC : Toute déclaration, qu'elle porte sur une modification des conditions d'exploiter, ou sur une actualisation de classement est à réaliser, auprès du préfet du département, dans lequel l'établissement se situe, conformément aux dispositions de l'article R. 181-46 du code de l'environnement.**

Il est donc demandé à l'exploitant de communiquer un porter-à-connaissance au préfet permettant de présenter les diverses modifications intervenues et en cours de réalisation : achat de parcelles, mise en œuvre du bassin de confinement et des réseaux, construction du bâtiment administratif... :

- avec l'analyse des effets et impacts de ces dernières visant à démontrer le caractère non substantiel de celles-ci,
- témoignant de la conformité aux dispositions réglementaires applicables : arrêtés préfectoraux et ministériels en vigueur,
- revenant sur le classement actualisé du site avec rétrospectivement les demandes d'antériorité permettant d'entériner l'application des dispositions existantes des arrêtés ministériels applicables.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

## N° 2 : Plan des installations

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 06/03/2007, article 4.2.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Plan des installations

**Prescription contrôlée :**

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte doit notamment faire apparaître :

l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation,

les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, l'implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire,...)

les secteurs collectés et les réseaux associés

les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...)

les ouvrages d'épuration interne avec leur point de contrôle et les points de rejet de toute nature (interne ou au milieu).

**Constats :**

L'exploitant a transmis un plan des réseaux EP sans légende, daté du 07/08/2023. Ce plan a été analysé en salle. Il a été élaboré dans le cadre de la procédure d'urbanisme du projet de bâtiment

administratif (Permis de construire) évoqué au point N°1. Il ne fait pas apparaître les 3 vannes d'isolement existantes, ni l'ouvrage d'épuration (absent), ni tous les points de rejets actuels, ni la distinction entre les eaux pluviales de voiries (Epv) des eaux pluviales de toiture (Ept).

Le plan a mis en exergue 2 exutoires dans le milieu naturel :

- le premier est dirigé vers le bassin de rétention servant également de bassin d'orage. Il collecte à la fois des eaux pluviales de toitures et de voiries présentant donc des risques de pollution liés à la circulation des camions et des véhicules légers : fuites d'huiles, d'hydrocarbures... En l'état ce réseau n'est pas équipé d'un dispositif de traitement (type débourbeur – séparateur hydrocarbures) ou autre ouvrage d'épuration interne avant rejet à l'environnement,
- le second rejette essentiellement les eaux de ruissellement du parking des véhicules légers au niveau du fossé nord. Là encore, les écoulements sont susceptibles de présenter des pollutions issues de ces véhicules alors que le réseau ne présente, lui non plus, pas de dispositif permettant de se prémunir de rejets excédant les valeurs limites réglementaires fixées notamment à l'article 4.3.7 de l'AP.

**NC : L'exploitant doit intégrer ces éléments dans le cadre de la réfection, réorganisation actuelle des réseaux visant à acheminer les eaux collectées vers le bassin d'orage / rétention. Autant que possible, l'exploitant doit être en mesure de séparer :**

- les eaux pluviales de toiture ne présentant pas de pollution et pouvant être opportunément collectées sur site pour réutilisation,
- les eaux pluviales de voiries pouvant présenter des pollutions (hydrocarbures, huiles) et donc des concentrations en hydrocarbures, DCO, DBO5, MEST supérieures aux valeurs limites autorisées (art 4.3.7 de l'AP). L'exploitant doit ainsi s'assurer que les eaux rejetées répondent en tout temps aux valeurs limites autorisées soit par la mise en œuvre d'un dispositif de traitement adapté faisant l'objet d'un entretien régulier, soit par la mise en œuvre d'une organisation pertinente permettant d'évaluer en permanence la qualité des eaux avant rejet dans l'environnement.

Une fois la stratégie retenue pour la collecte des différents effluents et leur rejet dans l'environnement, le plan des réseaux est à actualiser, avec tous les éléments d'information : tracer des réseaux et identification des effluents (eaux usées, eaux de toiture, eaux de voiries...), dispositifs de traitement, vannes de confinement, points de prélèvement...

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

### N° 3 : Etat des stocks

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 06/03/2007, article 7.2.2

**Thème(s) :** Risques accidentels, Etat des stocks

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie, d'émanations toxiques ou d'explosion de par la présence de substances ou préparations dangereuses stockées ou utilisées ou d'atmosphères nocives ou explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou semi-permanente dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit de manière épisodique avec une faible fréquence et de courte durée.

Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour.

La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et en tant que de besoin rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes doivent être incluses dans les plans de secours s'ils existent.

**Constats :**

Dans le cadre de l'élaboration du plan ETARE avec les services de secours (SDIS), l'exploitation a réalisé un projet de plan. Ce plan, analysé en salle, fait apparaître, les zones susceptibles

d'engendrer des effets toxiques, des effets thermiques et des effets de pressions sans que la nature du risque ne soit présentée. Il ne précise pas non plus l'emplacement des accès de secours, ni celui du transformateur électrique, voire de l'armoire dédiée aux substances et mélanges dangereux. Les consignes adaptées à chacune de ces zones de dangers ne sont pas encore mises en œuvre. Par ailleurs, l'exploitant a transmis le 25/01/2024, un plan d'évacuation et un plan d'intervention, pour chacun des 2 bâtiments industriels, non datés.

**NC : Actualiser le plan des zones de dangers avec l'ensemble des informations utiles et mettre en œuvre les consignes ad'hoc. Actualiser les plans d'intervention et d'évacuation en les datant, et en mettant les informations utiles (accès, poteaux incendie externes, vannes, système de détection..).**

Dans le cadre du dossier mis à disposition des services d'intervention, il apparaît également opportun d'estimer le stock de matières combustibles présentes : volume approximatif sur site issu de l'état des stocks. Cette estimation doit être revue aussi nécessairement que possible suivant l'évolution des stocks sur le site.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

#### N° 4 : Fiches de données sécurité

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 06/03/2007, article 7.2.1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Fiches de données sécurité

**Prescription contrôlée :**

L'exploitant doit avoir à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des substances et préparations dangereuses présentes dans les installations, en particulier les fiches de données de sécurité prévues par l'article R231-53 du code du travail. Les incompatibilités entre les substances et préparations, ainsi que les risques particuliers pouvant découler de leur mise en œuvre dans les installations considérées sont précisés dans ces documents. La conception et l'exploitation des installations en tient compte.

**Constats :**

L'exploitant a transmis par mél du 25/01/2024, la liste des produits chimiques mis en œuvre sur son site, sous forme de tableur Excel. L'emplacement de ces substances n'est pas précisé.

La visite a permis de visualiser, en extérieur, à proximité des bureaux, de l'installation de réfrigération et du séchoir, une armoire dédiée aux substances et mélanges dangereux. Les mentions de dangers relatives aux mélanges et substances dangereuses n'ont pas été visualisées sur la porte de cette armoire.

**NC : Compléter la liste, en précisant, l'emplacement des substances et mélanges dangereux, et en mettant un lien hypertexte pour accéder aux FDS. Apposer la signalétique sur la porte de l'armoire dédiée aux substances et mélanges dangereux.**

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

#### N° 5 : Dimensionnement du bassin de confinement

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 06/03/2007, article 1.3

**Thème(s) :** Risques accidentels, Dimensionnement du bassin de confinement

**Prescription contrôlée :**

1.3 :

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par



l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, et les réglementations autres en vigueur.

2.1.1 :

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

(...)

prévenir en toutes circonstances (...) le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement

**Constats :**

L'exploitant a fait aménager un bassin de confinement des eaux polluées du site, à l'extérieur de l'emprise ICPE du site. A la demande de l'inspection, il n'a pas été en mesure de fournir la note technique D9a sur laquelle il s'est appuyé pour dimensionner le bassin, ni le document d'ouvrage exécuté (DOE).

Par ailleurs, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier l'imperméabilité des flancs du bassin de confinement, constitués en argile. Il s'est donc engagé à imperméabiliser le bassin, au moyen d'une géomembrane étanche, et à mettre en place un ouvrage de traitement (déshuileur-débourbeur), avant le 1<sup>er</sup> mai 2024 (cf point N°2).

**NC : L'exploitant communiquera la note technique D9a et le DOE du bassin de confinement. Il tiendra l'inspection régulièrement informée de l'avancement des travaux d'étanchéification du bassin de confinement et de la mise en place de l'ouvrage de traitement (déshuileur-débourbeur). Une fois mis en place, il communiquera le DOE de l'ouvrage de traitement, avec le plan des réseaux actualisé.**

Seule la confirmation de l'étanchéité du bassin et donc de la mise en œuvre de la géomembrane permettra la levée de la mise en demeure.

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**N° 6 : Mise en demeure de disposer d'un Bassin de confinement**

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 13/12/2012, article 1

**Thème(s) :** Risques accidentels, Mise en demeure de disposer d'un Bassin de confinement

**Prescription contrôlée :**

Les eaux pluviales collectées sur le site sont rejetées au réseau eaux pluviales communal (point de rejet N°2).

Art. 1er AP MED 13/12/2012 :

(...) les eaux pluviales collectées transiteront par un bassin tampon à sec avant rejet dans le réseau communal.

**Constats :**

Comme indiqué ci-dessus, la visite a permis de visualiser la construction du bassin de confinement, et le branchement avec le réseau interne et la vanne d'isolement.

**NC : L'étanchéification du bassin par une géomembrane reste à faire, avant le 1<sup>er</sup> mai 2024.**

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**N° 7 : Isolement des eaux d'extinction incendie**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/03/2007, article 7.5.9                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Isolement des eaux d'extinction incendie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Art. 1er AP MED : le bassin tampon à sec (...) sera équipé d'une vanne de fermeture dont le déclenchement permettra de confiner les eaux d'extinction incendie. Une procédure adaptée spécifique sera élaborée par l'exploitant.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Constats :</b><br>La visite a permis de visualiser la vanne d'isolement manuelle. L'exploitant a présenté le fonctionnement de cette vanne. La mise en œuvre de la vanne nécessite l'ouverture du tampon en fonte, et révèle un risque de chute. L'exploitant s'est engagé à mener une réflexion pour faciliter la mise en œuvre de la vanne d'isolement, notamment en intégrant l'effet de stress associé à un incendie.<br><br><b>NC : L'amélioration des conditions de mise en œuvre de la vanne est à concrétiser (rédaction d'une consigne, facilitation de la manœuvre de la vanne...), avant le 1<sup>er</sup> mai 2024. Une signalétique indiquant l'emplacement et les modalités de mise en œuvre de la vanne sont à afficher.</b> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |

**N° 8 : Consigne vérification bassin**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/03/2007, article 7.5.1                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Consigne vérification bassin                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Une consigne écrite doit préciser les vérifications à effectuer, en particulier pour s'assurer périodiquement de l'étanchéité des dispositifs de rétention, préalablement à toute remise en service après arrêt d'exploitation, et plus généralement aussi souvent que le justifieront les conditions d'exploitation.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Constats :</b><br><br>A ce jour, aucune consigne n'est encore mise en œuvre pour le nouvel ouvrage.<br>L'exploitant a précisé spontanément réaliser des exercices de situation, notamment pour l'obturation des bouches d'eaux pluviales de voirie par mise en place d'une géomembrane étanche et d'absorbant, sans pour autant le formaliser sur un registre.<br><br><b>NC : Un registre de suivi recensant toutes les opérations de vérification et de maintenance, les tests et la tenue à jour des consignes associées sont à mettre en œuvre (vérification de l'étanchéité du bassin, mise en œuvre de la vanne d'isolement, vérification du bon fonctionnement de la vanne...).</b> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |

**N° 9 : Détection automatique d'incendie**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/03/2007, article 7.6.3                                                                                                                                                                                                                                      |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Détection automatique d'incendie                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Art. 1er AP MED : L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :<br>- un dispositif de détection incendie dans les ateliers de fabrication et de stockage, relié à une |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| société de télésurveillance ;                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Constats :</b><br><br><p>La vanne d'isolement placée en aval du bassin de confinement est manuelle. Aucun asservissement n'est prévu avec la détection incendie. Un seul bâtiment industriel est a priori doté de détecteurs incendie de type détection de fumées. L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les caractéristiques exactes de la détection (catalytique, IR...). Ni le plan d'intervention, ni le plan d'évacuation ne précise l'emplacement des détecteurs.</p> <p>Un contrôle de fonctionnement des détecteurs a récemment été réalisé par NEXECUR. L'exploitant a indiqué avoir demandé une attestation à Nexecur de bon fonctionnement, sans pouvoir le présenter, ni sans être en mesure de préciser les normes suivies pour ce contrôle de détection (référentiels assureurs types APSAD, NFPA...). A l'issue de ce contrôle, l'exploitant a remplacé 4 des 6 détecteurs, en octobre 2023 ; ils étaient en défauts.</p> <p><b>NC : Transmettre le rapport de vérification des détecteurs et l'attestation NEXECUR, en précisant le référentiel suivi. De même, l'exploitant doit présenter les dispositions prises de contrôle pour s'assurer du bon fonctionnement des dispositifs de prévention et protection du risque incendie.</b></p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |

#### N° 10 : Accès des secours

|                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/03/2007, article 7.3.2                                                                                                                                                                                      |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accès des secours                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><p>A l'intérieur des ateliers, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.</p> |
| <b>Constats :</b><br><br><p>La visite a permis de visualiser les allées de circulation dégagées et maintenues propres, tant en intérieur qu'en extérieur.</p>                                                                                                         |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                          |

#### N° 11 : Contrôle des installations électriques

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/03/2007, article 7.3.3                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Contrôle des installations électriques                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><p>Art. 1er AP MED : Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables.</p> <p>La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art et distincte de celle des installations de protection contre la foudre.</p> <p>Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.</p> <p>Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.</p> <p>Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectué au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défauts relevés dans</p> |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Le dernier rapport de contrôle électrique, réalisé le 11/01/2024, par SOCOTEC a été analysé en salle. Celui-ci fait état de 8 observations nouvelles, aucune récurrente, mais a priori jugé non-majeure par le contrôleur. Un plan d'actions est prévu par l'exploitant, mais non formalisé. La société compétente en électricité chargée des réparations, présente au moment du contrôle, devrait communiquer un devis. L'exploitant classant les actions correctives par priorité s'est engagé à y donner suite.</p> <p>Le rapport Q18, daté du 22/01/2024, indique « l'absence de risque incendie », mais qu'il s'agit d'une « vérification partielle », contrairement à celui de 2023 qui était complet. A priori, l'exploitant argumente sur la programmation prochaine du transformateur électrique, non réalisée faute de temps.</p> <p>Le rapport de contrôle thermographique (Q19), réalisé par SOCOTEC, le 25 mai 2023, a été analysé en salle. Celui-ci fait état d'un échauffement anormal, au niveau de l'interrupteur d'une armoire WACO. L'exploitant n'a pas été en mesure de justifier l'action corrective apportée.</p> <p><b>NC : Communiquer le rapport Q18 complet, et les justificatifs des actions correctives réalisées (rapports électrique et thermographique).</b></p> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |

#### N° 12 : Protection contre la foudre

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/03/2007, article 7.3.4                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Protection contre la foudre                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'évènements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993.</p> <p>Les dispositifs de protection contre la foudre sont conformes à la norme française C 17-100 ou à toute norme en vigueur dans un Etat membre de la C.E. ou présentant des garanties de sécurité équivalentes.</p> <p>L'état des dispositifs de protection contre la foudre est vérifié tous les cinq ans. Une vérification est réalisée après travaux ou après impact de foudre dommageable comme le prévoit l'article 3 de l'arrêté ministériel susvisé. Après chacune des vérifications, l'exploitant adresse à l'inspection des installations classées une déclaration de conformité signée par lui et accompagnée de l'enregistrement trimestriel du nombre d'impact issu du dispositif de comptage cité plus haut ainsi que de l'indication des dommages éventuels subis.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a précisé ne pas avoir mis en place de registre de suivi foudre, et ne pas disposer, ni d'un carnet de bord, ni d'une notice de vérification. Il a présenté une attestation émanant de la société AEPbmp, datée du 25/01/2024, selon laquelle les 2 systèmes anti-foudre sur les départs des centrales incendie sont conformes aux préconisations de l'APAVE (ARF). Pour autant, aucun élément ne permet de juger de la compétence de ladite société (agréée qualifoudre ?). Et, aucun élément ne précise si la protection contre les effets directs et indirects de la foudre de l'ensemble de l'établissement est garantie.</p> <p><b>NC : L'exploitant est invité à mettre en place un registre de suivi, un carnet de bord et une notice de vérification, et à justifier de la protection contre les effets directs et indirects de la foudre pour l'ensemble de l'établissement.</b></p>                                                                                                                                                                                                                                                                 |

|                                                         |
|---------------------------------------------------------|
|                                                         |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites |

#### N° 13 : Vérification périodique

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/03/2007, article 7.4.2                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vérification périodique                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les (...) divers moyens de secours et d'intervention font l'objet de vérifications périodiques. Il convient en particulier, de s'assurer du bon fonctionnement de conduite et des dispositifs de sécurité.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <b>Constats :</b><br>Le registre de sécurité a été analysé en salle. Il répertorie la vérification des extincteurs et des RIA, du 21/12/2023, par SCUTUM INCENDIE. Les rapports parcourus également en salle désignent des acronymes, non connus de l'exploitant, ni définis dans les rapports (cf rapport de contrôle des extincteurs).<br>Le contrôle du système de désenfumage d'un seul bâtiment a été réalisé, le 29/01/2024. Il identifie 8 anomalies, pour lesquelles des actions correctives n'ont pas été définies par l'exploitant. L'exploitant justifiera la présence de ces dispositifs de désenfumage, dans un seul des 2 bâtiments industriels.<br>Par ailleurs, la visite et l'analyse des plans permet de visualiser des leviers d'actionnement manuels des trappes de désenfumage, éloignés des accès de secours. Un test de fonctionnement a été réalisé et a permis de confirmer le bon fonctionnement de l'ouverture des lanterneaux.<br><br><b>NC : Améliorer le formalisme de remplissage des rapports de vérification. Justifier le dimensionnement du dispositif de désenfumage (positionnement des leviers, protection d'un seul bâtiment...).</b> |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |

#### N° 14 : Interdiction de feu

|                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/03/2007, article 7.4.3                                                                                                                                                                                                         |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Interdiction de feu                                                                                                                                                                                                                               |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique. |
| <b>Constats :</b><br>L'affichage « interdiction de fumer » est en place dans l'établissement.                                                                                                                                                                                            |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                                                                                                                                                                             |

#### N° 15 : Inventaire des moyens de secours

|                                                                                                                                    |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/03/2007, article 7.6.1                                                   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Inventaire des moyens de secours                                                            |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la |

|                                                                                                                                            |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| localisation de ceux-ci conformément à l'analyse des risques                                                                               |
| <b>Constats :</b><br>Comme indiqué ci-dessus, l'exploitant est en cours d'élaboration d'un plan ETARE avec les services de secours (SDIS). |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite                                                                                               |

#### N° 16 : Entretien des moyens de secours

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/03/2007, article 7.6.2                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entretien des moyens de secours                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Ces équipements sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles.<br>L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions. Il doit fixer les conditions de maintenance et les conditions d'essais périodiques de ces matériels.<br>Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.                                                                                                                               |
| <b>Constats :</b><br>La visite a permis de visualiser la bache incendie d'une capacité de 240 m <sup>3</sup> , avec une aire de stationnement. Des végétaux croissent en périphérie de ce bassin, avec des branchages menaçant d'en perforer la bache. L'exploitant a montré l'emplacement d'un poteau incendie en extérieur, côté entrée, sans être en mesure de localiser les 2 autres poteaux incendie.<br>La visite a permis de visualiser dans le bâtiment industriel la présence d'extincteurs rendus inaccessibles par l'entreposage de bois devant.<br>Le registre de sécurité, visualisé en salle, répertorie l'ensemble des vérifications et maintenance des moyens de secours, excepté celles portant sur la protection foudre. |
| <b>NC : Actualiser le registre de sécurité en mentionnant les opérations réalisées sur l'installation foudre, et les opérations d'entretien de la bache. Identifier l'emplacement des 3 poteaux incendie. Veiller à rendre accessibles, en toutes circonstances, les moyens de secours, en matérialisant au sol, au besoin, des aires hachurées par exemple.</b>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |

#### N° 17 : Moyens de lutte contre l'incendie

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/03/2007, article 7.6.3                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Art. 1er AP MED : L'établissement doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : <ul style="list-style-type: none"> <li>- une réserve d'eau de 240 m<sup>3</sup>,</li> <li>- 3 bornes incendie munies de raccords normalisés et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours. Le bon fonctionnement de ces prises d'eau est périodiquement contrôlé,</li> <li>- des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des postes de chargement et de déchargement des produits et déchets ;</li> </ul> |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <ul style="list-style-type: none"> <li>- un dispositif de détection incendie dans les ateliers de fabrication et de stockage, relié à une société de télésurveillance ;</li> <li>- des robinets d'incendie armés, dans l'atelier de fabrication.</li> </ul>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>La visite a permis de visualiser :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>→ la bâche incendie d'une capacité de 240 m<sup>3</sup>, avec une aire de stationnement,</li> <li>→ 1 unique poteau incendie, placé en extérieur, sur la voie publique, à l'entrée du site,</li> <li>→ des extincteurs récemment vérifiés,</li> <li>→ un dispositif de détection incendie, sans pouvoir justifier qu'il soit relié à une société de télésurveillance</li> <li>→ des robinets d'incendie armés récemment contrôlés</li> </ul> <p>Concernant les performances des poteaux incendie, l'exploitant a indiqué que : « la demande a été faite à la mairie de Liffré ».</p> <p><b>NC : Justifier la présence des 3 poteaux incendie, avec leur emplacement, au moyen d'un plan à l'échelle, et leurs performances (débit unitaire et simultané...). Justifier le contrat avec la société de télésurveillance, en joignant le cahier des charges (modalités d'intervention, délai...).</b></p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |

**N° 18 : Protection contre la foudre**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 18</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque foudre</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Art. 1er AP MED : Une analyse du risque foudre (ARF) visant à protéger les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement est réalisée par un organisme compétent. Elle identifie les équipements et installations dont une protection doit être assurée. L'analyse est basée sur une évaluation des risques réalisée conformément à la norme NF EN 62305-2, version de novembre 2006, ou à un guide technique reconnu par le ministre chargé des installations classées</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a justifié la réalisation de l'ARF par SOCOTEC, sans la joindre. Un extrait a été communiqué.</p> <p><b>Observation : Transmettre l'analyse du risque foudre réalisée par SOCOTEC.</b></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |

**N° 19 : Rétention**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/03/2007, article 7.5.3</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Rétention</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Art. 1er AP MED : Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,</li> </ul> |

- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts,

- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,

- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Les capacités de rétention ou les réseaux de collecte et de stockage des égouttures et effluents accidentels ne comportent aucun moyen de vidange par simple gravité dans le réseau d'assainissement ou le milieu naturel.

La conception de la capacité est telle que toute fuite survenant sur un réservoir associé y soit récupérée, compte tenu en particulier de la différence de hauteur entre le bord de la capacité et le sommet du réservoir.

Ces capacités de rétention doivent être construites suivant les règles de l'art, en limitant notamment les surfaces susceptibles d'être mouillées en cas de fuite.

#### **Constats :**

L'ensemble des produits liquides pouvant entraîner un risque de pollution pour les eaux ou les sols est placé sur rétentions. L'exploitant n'a pas mis en place de registre de suivi des rétentions, pour s'assurer du bon état de ces dernières et donc garantir leur bon fonctionnement. Il s'interroge sur la disposition applicable, quant au volume de rétention associé aux bidons de 20 litres. La visite a permis d'échanger sur les dispositions applicables aux volumes des rétentions. L'inspection a ainsi confirmé à l'exploitant que, pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, les conditions exprimées notamment à l'article 7.5.3 de l'AP sont à respecter lorsqu'il s'agit de liquides non inflammables :

- 20 % de la capacité totale des fûts,

- 800 l minimum ou égale à la capacité totale stockée.

Tous les liquides concernés doivent donc être stockés sur des rétentions de capacités minimales 800 litres (ou égale à la capacité totale stockée si cette dernière est inférieure à 800 litres) ou représentant 20 % du volume total si celui-ci est supérieur à 4000 litres.

Au-delà de ces questions de capacités, la visite a permis de visualiser, dans l'atelier de traitement des bois, des rétentions sur lesquelles étaient disposés des bidons, sur 3 niveaux, en équilibre. Il est rappelé que le rôle de la rétention est de collecter l'ensemble des écoulements issus de fuites de bidon. La mise en équilibre sur plusieurs niveaux n'apparaît dès lors, pas acceptable, d'autant plus, au regard des éventuelles fuites des bidons placés en partie supérieure. La collecte des éventuelles fuites accidentelles ne serait, en effet, pas garantie pour ces derniers.

**NC : Revoir l'organisation des stockages sur rétentions, en veillant au respect de l'objectif de collecte de tout éventuel écoulement accidentel. Mettre en place un registre de suivi des rétentions.**

**Type de suites proposées :** Susceptible de suites

**N° 20 :** Contrôle des eaux résiduaires

**Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 06/03/2007, article 9.1.1

**Thème(s) :** Risques chroniques, contrôle des eaux résiduaires



|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Afin de maîtriser les émissions de ses installations et de suivre leurs effets sur l'environnement, l'exploitant définit et met en œuvre sous sa responsabilité un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets dit programme d'autosurveillance. L'exploitant adapte et actualise la nature et la fréquence de cette surveillance pour tenir compte des évolutions de ses installations, de leurs performances par rapport aux obligations réglementaires, et de leurs effets sur l'environnement. L'exploitant décrit dans un document tenu à la disposition de l'inspection des installations classées les modalités de mesures et de mise en œuvre de son programme de surveillance, y compris les modalités de transmission à l'inspection des installations classées.</p> <p>Les articles suivants définissent le contenu minimum de ce programme en terme de nature de mesure, de paramètres et de fréquence pour les différentes émissions et pour la surveillance des effets sur l'environnement, ainsi que de fréquence de transmission des données d'autosurveillance.</p> |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>A la demande de l'inspection, l'exploitant a communiqué un rapport d'analyse des eaux résiduaires, dans une version du 23/09/2022, réalisé par EUROFINS. Ce rapport indique que le prélèvement a été réalisé le 12/09/2022 par l'exploitant. Ce dernier n'est, ni en mesure de préciser les modalités suivies pour le prélèvement, ni d'attester sa qualification pour le prélèvement des eaux (agrément, accréditation...). Le prélèvement conditionne l'exactitude des résultats d'analyses. Faute de justifier un prélèvement réalisé dans les règles de l'art, l'analyse est sans objet.</p> <p><b>NC : Faire réaliser les prélèvements et analyses par un organisme compétent (agréé). Dans le cadre de la réorganisation des réseaux du site, l'inspection attire l'attention de l'exploitant sur les dispositions relatives aux dispositifs de prélèvements pour la réalisation des contrôles mentionnés entre-autres à l'article 4.3.4.2 de l'AP.</b></p>                                                                                                                                                    |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |

#### N° 21 : Contrôle du bruit

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 06/03/2007, article 6.1.4</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Bruit</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                   |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'activité de production au sein de l'établissement sera maintenue sur une période horaire allant de 5h à 21 h, du lundi au vendredi.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>Le rapport de contrôle des niveaux de bruit, dans sa version du 05/09/2023, réalisé par INOVADIA, ne précise aucunement le niveau d'activités de l'établissement contrôlé, le jour de la campagne de mesures des niveaux de bruit, le 4 août 2023. Il ne permet pas ainsi d'interpréter les résultats de façon pertinente, en les corrélant aux installations en fonctionnement et ne peut prétendre être représentatif des conditions de fonctionnement normales de l'établissement.</p> <p><b>NC : Améliorer le formalisme du rapport acoustique, en indiquant les niveaux d'activités des installations, le jour du contrôle.</b></p> |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |